



Section Belgique – Estonie/ **Lettonie**/ Lituanie



26-27 mars 2018

Visite d'une délégation à la Lettonie

Composition de la délégation

- Egbert LACHAERT (Chambre, Open Vld), président de la section
- Jean-Jacques FLAHAUX (Chambre, MR), membre de la délégation
- Peter DEDECKER (Chambre, N-VA), membre de la section
- Kristien VAN VAERENBERGH (Chambre, N-VA), membre de la section
- S.E. Hugo BRAUWERS, ambassadeur belge en poste à Stockholm
- Serge DE RYCK, secrétaire de la section



Devant la tribune du Saeima (qui compte cent membres), avec le drapeau letton à gauche et le drapeau européen à droite. De gauche à droite : Serge DE RYCK, Egbert LACHAERT, Veiko SPOLITIS (président du Groupe d'amitié avec la Belgique). Peter DEDECKER, Jean-Jacques FLAHAUX, Kristien VAN VAERENBERGH, Hugo BRAUWERS

Centenaire de l'indépendance

Le gouvernement décida, il y a trois ans, de fermer dix-huit ambassades et consulats, dont les ambassades suivantes dans des pays membres de l'Union européenne : Chypre, la Slovénie, la Slovaquie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Désormais, l'ambassade belge à Stockholm est également compétente pour la Lettonie. Lors d'une rencontre, le 13 juillet 2017, avec S.E. Madame Ilze RUSE, la possibilité d'une visite du Groupe d'amitié belge fut évoquée. Le motif direct pour la visite a été le centenaire de l'indépendance, déclarée le 18 novembre 1918, immédiatement après la Première Guerre mondiale. La Lettonie fut occupée en 1939 par l'Union soviétique, en 1941 par l'Allemagne nazie et en 1944 de nouveau par l'Union soviétique, et ce jusqu'en 1991. Suite à l'annexion de la Crimée par la Russie et la crise en Ukraine, les Etats baltes sont mis sous pression. La délégation a été invitée à se rendre compte sur place de la situation géopolitique et exprimer une fois de plus la solidarité des membres de l'Union européenne et de l'Otan.

Programme

La visite de quarante-huit heures s'est déroulée intégralement dans la capitale Riga, dont le centre historique a été proclamé Patrimoine de l'Humanité par l'Unesco. Le programme prévoyait notamment :

- Un briefing par Madame Zanda KALNINA-LUKASEVICA, représentante du ministre des Affaires étrangères ;
- Une rencontre avec M. Janis SARTS, directeur du Centre stratégique de Communication de quatorze pays de l'Otan ;
- Un déjeuner à l'invitation de M. Ojars Eriks KALNINS, président de la commission des Relations extérieures ;
- Un échange de vues avec M. Janis REIRS, ministre des Affaires sociales ;
- Un dîner à l'invitation de M. Veiko SPOLITIS, président du Groupe d'amitié avec la Belgique ;
- Une rencontre avec les membres de la commission pour l'Enseignement, la Culture et la Science ;
- Une rencontre avec les membres de la commission pour l'Economie, l'Agriculture et l'Environnement, présidée par M. Romans NAUDINS ;

- Un échange de vues avec M. Ainars LATKOVSKIS, président de la commission pour la Défense, la Sécurité nationale et la Lutte contre la Corruption, et M. Ojars Eriks KALNINS, président de la commission des Relations extérieures .

Position de la Lettonie

La Lettonie fait en superficie deux fois la Belgique et compte un peu moins de deux millions d'habitants. La population est en baisse, car beaucoup de jeunes émigrent vers la Pologne et les pays scandinaves voisins. La capitale Riga, dont le bourgmestre est membre de la minorité russophone, totalise environ six cents mille habitants. Une majorité de ceux-ci s'expriment en russe. Ce nombre élevé est dû à l'occupation d'un demi-siècle – en tout cas, cette période est considérée comme telle par la majorité des Lettons – lorsque les membres de l'Armée rouge provenant de toutes les républiques de l'Union soviétique avaient le droit de s'établir après leurs années de service à Riga. La Lettonie est voisine de la Lituanie et de la Biélorussie au sud, de l'Estonie au nord et de la Russie à l'est. La Lettonie a présidé, six mois après être devenue membre de la zone euro, l'Union européenne – dont elle est devenue membre à part entière le 1er mai 2004 – jusqu'au 1er juillet 2015. Tant sa position géopolitique que son histoire récente façonnent en grande partie sa situation politique actuelle. En raison des sanctions contre la Russie suite à l'annexion de la Crimée et de la crise en Ukraine, le pays a dû réorienter ses exportations – la Russie étant la destinataire d'un dixième des exportations lettones - vers d'autres marchés. La menace militaire de la part de la Russie est palpable en permanence. En outre, la population russophone – qui représente un quart de la population et est concentrée essentiellement dans et autour de la capitale – est via les médias russes confrontée en permanence à la vision du Kremlin. En vue des élections d'octobre 2018, le déroulement correct de celles-ci mérite une attention accrue.

Briefing par la représentante du ministre des Affaires étrangères

Le gouvernement letton prend acte du fait que le premier ministre belge Charles MICHEL a effectué fin janvier une visite de trois jours à Moscou. Les sanctions contre la Russie – qui font mal à leur économie et ralentissent les investissements militaires – resteront d'application tant que le Kremlin ne respecte pas les accords de paix conclus. L'Union européenne doit être solidaire. L'intérêt de la Lettonie est aussi celui de l'Union européenne. Afin de diversifier ses exportations, la Lettonie a organisé des missions aux Etats-Unis, au Canada et surtout en Corée du Sud et en Chine. Des secteurs –

surtout dans l'agriculture – qui éprouvent des difficultés sont soutenus, non pas par des subsides, mais par des campagnes de promotion. La Russie continue à peser sur la politique lettone compte tenu du fait qu'un quart de la population lettone est ciblé par les grands médias russes. Si la Russie a pu jouer un rôle dans les élections américaines, elle est à plus forte raison en mesure d'influencer la politique d'un petit Etat limitrophe. La désinformation est une grande source de soucis, spécialement en vue des élections d'octobre 2018. Quelque vingt mille citoyens lettons – chiffre approximatif étant donné que les autorités russes refusent toute collaboration – auraient participé aux dernières élections présidentielles en Russie, lors desquelles Wladimir POUTINE a raflé deux tiers des suffrages. Quasi toutes ces personnes auraient voté pour le président actuel. D'autre part, un certain nombre de journalistes russes indépendants – de l'agence Medusa, par exemple – considéreraient Riga comme un havre de la liberté d'expression.



De gauche à droite : Egbert LACHAERT, Veiko SPOLITIS, Zanda KALNINA -LUKASEVICA (représentante du ministre des Affaires étrangères), Solvita ABOLTINA (cheffe de la section des Affaires européennes).

La dépendance de la Russie en matière d'approvisionnement énergétique est un point faible. Des alternatives sont recherchées, notamment en Pologne. La Lettonie ne possède pas de centrales nucléaires mais couvre 40 % de ses besoins énergétiques par l'hydro-électricité. La Lettonie s'intéresse également au terminal de gaz naturel liquide (LNG) qui doit être construit en Lituanie et en Finlande. Afin de garantir l'approvisionnement de gaz pendant la période hivernale, du gaz est d'ores et déjà stocké sous terre.

Rencontre avec M. Janis SARTS, directeur du Centre stratégique de Communication de l'Otan



M. Janis SARTS a vécu cinq ans en Belgique et dirige actuellement le centre stratégique de communication de l'Otan, auquel quatorze pays – parmi lesquels on ne retrouve ni la Belgique, ni les Etats-Unis – participent. Ce « centre of excellence » assiste des pays afin de garantir par exemple le déroulement correct de leurs élections libres. La guerre de l'information, qui ne vise pas uniquement les réseaux de communication mais également les infrastructures critiques, s'impose de plus en plus. La majeure partie d'un conflit n'est pas militaire mais est amenée via les médias à un point critique. Avant de départager militairement les parties en présence, l'opinion publique est lentement mais sûrement polarisée. Des tweets russes proviennent à 90 % de robots. Ceci n'est constaté qu'après analyse au moyen de logiciels sophistiqués. La fuite récente de Facebook lors de laquelle quelque cinquante millions de profils ont été transférés à la firme britannique Cambridge Analytica a pris les proportions d'un scandale parce que les données personnelles avaient été mises à disposition gratuitement. Ces données sont cependant toujours disponibles contre paiement. L'Union européenne est le

seul niveau auquel une réglementation efficace contre les abus peut être élaborée. Les Etats individuels ont un rayon d'action trop limité pour ce faire. La firme Oracle dispose des données personnelles de deux milliards de personnes. Les démocraties occidentales sont devenues très vulnérables face à la Russie et la Chine en matière d'ingérence illicite. Le monde libre est clairement leur cible.

Déjeuner offert par M. Eriks KALNINS, président de la commission des Relations extérieures



De gauche à droite : Sergejs POTAPKINS, Peter DEDECKER, Egbert LACHAERT, Ojars Eriks KALNINS.

M. Ojars Erikis KALNINS est né en 1949 à Munich, avait deux ans lorsqu'il a déménagé aux Etats-Unis et fut de 1993 à 2000 l'ambassadeur letton aux Etats-Unis. Après cela, il dirigea pendant une dizaine d'années l'agence gouvernementale destinée à expliquer la Lettonie au monde. Parlementaire depuis 2010, il n'est pas seulement président de la commission des Relations extérieures mais également président de la délégation lettone à l'assemblée de l'Otan. Ce déjeuner fut l'occasion d'un échange de vues sur la situation géopolitique de la Lettonie.

Échange de vues avec M. Janis REIRS, ministre des Affaires sociales

Le ministre exprime un certain mécontentement face à la nouvelle directive “Thyssen” sur le détachement (officiellement “directive pour des conditions de travail plus transparentes et plus prévisibles dans l’Union européenne”) car il a été trop peu tenu compte de la vision des Etats membres centre-européens, onze autres pays membres ayant fait le forcing pour faire adopter le texte définitif. Le ministre souscrit à l’objectif d’éviter le dumping social mais est d’avis que la lutte contre le travail au noir et le travail précaire doit être prioritaire. Un peu moins qu’un dixième de la population lettone est détaché en Suède et en Norvège. Des accords ont été conclus avec les syndicats et les entreprises afin de garantir des conditions de travail égales. La directive européenne ne règlera pas tous les problèmes, loin s’en faut. Au Parlement européen un débat a lieu actuellement sur de nouvelles règles, mais celles-ci divisent d’ores et déjà les Etats membres. La Lettonie connaît un taux de chômage de 7 à 8 % mais souffre aussi d’un manque de main-d’œuvre, surtout dans le domaine des TIC et des travaux manuels. Elle emploie beaucoup de travailleurs immigrés, principalement originaires de l’Ukraine. L’immigration de travailleurs massive est freinée pour ne pas faire baisser les salaires. L’initiative du président de la Commission Jean-Claude JUNCKER pour la création d’une Agence de l’emploi européenne doit être encouragée.



Après le ministre, Madame Iveta SURAKA, cheffe de l’agence gouvernementale pour la Sécurité sociale – qui travaille de concert avec le fisc, l’inspection du travail et le service de l’immigration – donne un aperçu

des mesures destinées à exécuter ladite directive (n° 883 de 2004 et n° 987 de 2009). Des quelque 20.000 travailleurs détachés lettons, seuls 479 sont officiellement actifs en Belgique (dans leur totalité 26,1 % dans la construction et 52,5 % dans les transports et TIC). La cotisation sociale est de 35 %, dont 10 % est à charge de l'employé et 25 % à charge de l'employeur. Des conventions séparées en matière de cotisation sociale ont été conclues avec les pays voisins l'Estonie et la Lituanie.

M. Egbert LACHAERT insiste sur le fait que la crédibilité de l'Europe est en jeu. Aussi, une application correcte de la directive en matière de détachement est primordiale. Il y a encore des situations absurdes, comme celle qui fait du transport intérieur effectué par des Slovaques à Zeebruges un transport international en raison de la proximité du port maritime.

Le chef de l'inspection du travail souligne que le plus gros problème auquel son inspection est confrontée concerne le travail au noir pour des entreprises polonaises et suédoises. Beaucoup d'Ukrainiens disposent d'un permis de travail européen qui leur est généreusement octroyé par un certain nombre d'Etats membres comme la Pologne.

Dîner offert par M. Veiko SPOLITIS, président du Groupe d'amitié avec la Belgique



De gauche à droite : Edyard SMILTENS, Romuald RAZUKS et Veiko SPOLITIS.

A l'issue d'une visite du centre de Riga – plein d'architecture Art Nouveau et Jugendstil – un échange de vues se poursuit sur la situation géopolitique de la Lettonie et la nécessité de petits pays membres de se serrer les coudes dans le cadre européen.

Rencontre avec les membres de la commission pour l'Enseignement, la Culture et la Science



De gauche à droite : Varis KRUMINS, Ivans KLEMENTJEVS, Laimdota STRAUJUMA, l'interprète, Artis GUSTOVSKIS et Irguna RIBENA.

Actuellement, un débat a lieu sur l'âge minimum de l'obligation scolaire. Aujourd'hui, cet âge est fixé à 7 ans alors qu'en Belgique il est question d'abaisser cet âge à 3 ans. Récemment le Saeima – le Parlement letton – a décidé que l'enseignement secondaire, à l'exception des matières culturelles, se ferait uniquement en letton. Dans l'Union européenne, on compte en moyenne 15 élèves par professeur – en Belgique cette moyenne se situe entre 20 et 25 élèves – mais en Lettonie l'on compte moins de 10 élèves par professeur. Surtout à la campagne, cela pose d'énormes problèmes au point que beaucoup d'écoles doivent fermer, ce qui accélère encore l'exode rural. Les communes désireuses d'éviter une fermeture doivent en supporter les frais. Les meilleures écoles se trouvent à proximité de la frontière estonienne. Depuis l'indépendance en 1991, le nombre de jeunes écoliers a diminué de moitié, de 400.000 à 200.000. L'émigration massive des jeunes rend impossible toute politique de l'enseignement durable.

Rencontre avec les membres de la commission pour l'Economie, l'Agriculture et l'Environnement, présidée par M. Romans NAUDINS

La Lettonie est résolument en faveur du libre-échange, mais a peu d'expérience en matière de culture d'entreprise. En raison des sanctions économiques contre la Russie, les exportations vers celle-ci, essentiellement de produits laitiers, ont été réorientées vers d'autres marchés. Les salaires lettons se situent en deçà de la moyenne européenne mais un certain nombre

de professions en pénurie – telles qu'électricien, par exemple – arrivent à doubler voire à tripler leurs revenus. Beaucoup de jeunes émigrent vers d'autres pays européens. Des travailleurs qualifiés et saisonniers sont les bienvenus, mais les travailleurs non qualifiés sont le plus possible refoulés. Concernant son approvisionnement en énergie, la Lettonie dépend encore du gaz russe mais cherche des alternatives en Turquie et en Azerbaïdjan. Personne ne s'attend à ce que la Russie coupe la fourniture de gaz.



De gauche à droite : Ivan RIBAKOVŠ, Aldis ADAMOVICS, Janis ADAMSONS, Askolds KLAVINS, Romans NAUDINS et Armands KRAUZE..

Échange de vues avec les présidents des commissions pour les Relations extérieures et pour la Défense, la Sécurité nationale et la Lutte contre la Corruption

La commission lettone pour la Défense – laquelle compte douze membres, dont sept appartiennent à la majorité et cinq à l'opposition – souhaite déjà depuis quelque temps se rendre à Bruxelles pour expliquer la situation précaire dans laquelle se trouve le pays à l'instar des deux autres pays baltes. L'Europe occidentale a connu un demi-siècle de paix, mais la situation peut rapidement se dégrader comme l'ont illustré l'annexion de la Crimée par la Russie et la situation inextricable en Ukraine. Le crash du vol MH13 a choqué l'opinion publique aux Pays-Bas et a démontré que les pays limitrophes de la Russie doivent se trouver si non pas en état de guerre du moins en état

d'alerte maximale. L'empoisonnement de l'espion russe Sergeï SKRIPAL et de sa fille au Royaume-Uni illustre à suffisance qu'une telle attaque peut se produire n'importe où. Par souci de solidarité avec Londres, la Lettonie a expulsé un diplomate russe et un représentant d'Aeroflot. Le fait que la Lettonie compte une minorité russophone importante et donne l'asile à des dissidents russes n'est pas de nature à faire baisser la garde vis-à-vis du Kremlin. Une cyber-attaque, telle que le pays voisin l'Estonie a eu à en subir, est également envisageable. Le Parlement letton entend prochainement légiférer sur la désinformation, qui lui cause beaucoup de soucis. Il n'y a pas de conscription comme en Estonie. Les miliciens sont choisis moyennant un système de loterie. Toutefois, dans l'enseignement secondaire, un projet pilote lancé dans une dizaine d'écoles vise à intéresser annuellement deux mille élèves aux questions de sécurité et de tactique ainsi qu'aux premiers soins. Ces élèves-là pourraient devenir par la suite des candidats policiers ou soldats. Des troupes lettones sont déployées au Mali et en Afghanistan. Dans les pays baltes, 22 pays sont présents pour défendre l'intégrité de ces territoires.



De gauche à droite : Veiko SPOLITIS, Ojars Eriks KALNINS, Ainars LATKOVSKIS, Serge DE RYCK, Krisien VAN VAERENBERGH, Egbert LACHAERT, Hugo BRAUWERS, Jean-Jacques FLAHAUX et PETER DEDECKER